

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Il convient avant tout de souligner qu'une gestion durable des ressources forestières de la RCA couvre largement les besoins énergétiques présents et futurs du pays. D'une manière analogue, une gestion durable de la capacité productive en biomasse ligneuse permettrait de mettre en place un plan d'action bioénergétique au niveau national. En outre, la production durable de bois de feu doit jouer un rôle central dans l'aménagement des forêts, surtout (mais non seulement) dans les régions forestières les plus proches de Bangui qui sont fréquemment soumises à de fortes pressions (conflits entre différents besoins).

La filière énergétique est une source importante de revenus et d'emplois permanents ou saisonniers pour la majorité des paysans et villageois des régions périurbaines. Cependant, la répartition des bénéfices n'est pas équilibrée ce qui finit par pénaliser les producteurs décentralisés et la viabilité de la filière. Pour assurer une répartition plus équitable des bénéfices et la durabilité de l'approvisionnement, les institutions municipales doivent établir des relations directes et formelles avec les villages producteurs et les autres acteurs de la filière. Pour la même raison, Bangui doit reconnaître sa dépendance par rapport au bois de feu provenant du territoire périurbain, ainsi que sa responsabilité face à l'environnement et aux producteurs périurbains ou ruraux.

Causes primaires de la pression sur le territoire

La croissance de la population urbaine et périurbaine de Bangui menace sérieusement les zones périurbaines de la ville mais il est particulièrement difficile de déterminer les responsabilités directes d'une exploitation anarchique du bois de feu et du charbon de bois, ainsi que du besoin croissant de terres cultivables.

Ce dernier problème semble jouer un rôle important dans le processus de dégradation des formations forestières périurbaines et dans leur production collatérale de bois énergie. Pour comprendre les dynamiques socio-environnementales du territoire périurbain et vaincre les préjugés qui indiquent la collecte du bois comme cause principale de la déforestation, il est essentiel d'analyser les changements et les relations de cause-effet :

- Si, comme il est affirmé, la relation entre l'approvisionnement en combustibles ligneux et la perte de surface forestière est vraiment indirecte, il en résultera que la gestion durable de la filière n'apportera pas une réduction sensible au processus de déforestation en cours.
- Si le besoin croissant en terres cultivables de la population périurbaine est à l'origine des changements observés, l'établissement de plantations forestières sur les grandes surfaces périurbaines risquerait d'exacerber ces besoins en donnant lieu à des pressions encore plus fortes sur les ressources naturelles. Dans ce contexte, l'agroforesterie semble plus indiquée que les plantations pures à améliorer la capacité productive en combustibles ligneux de la région périurbaine.



Messieurs Hilaire Deami-Demin (droite) et Bartelemie Alonemeka (gauche), respectivement Président et Secrétaire de l'Association des Charbonniers de Kapou (Ombella-Mpoko), ont expliqué les plus communs systèmes d'approvisionnement en bois utilisés et la collaboration entre charbonniers dans la production de charbon de bois. Les arbres sont principalement vendus par les agriculteurs en phase de défrichement et suite au défrichement. La coupe de la forêt pour la production de charbon de bois est apparemment très rare. Ils ont aussi illustré les relations informelles entre le village, les surfaces cultivées (donc «privées») et les surfaces communautaires.

Encadré 1. Défrichement et production de charbon de bois

Solutions différentes pour des conditions différentes

Les relations souvent complexes entre cause et effet exigent une approche stratégique participative souple qui puisse s'adapter aux différentes conditions du territoire urbain et périurbain. En effet, les problèmes de vocation des terres (résidentielle, agricole ou forestière) ou d'équilibre entre droits d'usage (villageois, propriétaires privés, concessionnaires forestiers) et exigences de planification ou de protection des ressources impliquent l'adoption de solutions sur mesure.

Cette diversité d'approche, formée d'actions spécifiques déjà identifiées et décrites pendant la formulation de la stratégie de FUPU, doit s'appuyer sur une base cartographique détaillée (par ex. la plateforme WISDOM) qui permette de délimiter les différentes caractéristiques du territoire urbain et périurbain, ses zones d'approvisionnement et ses situations socioéconomiques.

L'établissement de plantations dédiées, l'introduction d'espèces productives et de techniques d'agroforesterie plus efficaces, la protection des ressources, la réglementation des exploitations, la promotion de fours de carbonisation et foyers améliorés, sont toutes des actions potentiellement efficaces si elles sont adaptées aux exigences du territoire et des populations visées.

RECOMMANDATIONS POUR LA PLATEFORME WISDOM

Afin de compléter la plateforme WISDOM, et contribuer ainsi à la formulation de stratégies de FUPU, les actions présentées par ordre de priorité ci-dessous sont recommandées:

1. Vérifier, cataloguer et collecter les données disponibles sur le territoire urbain, périurbain et rural ciblé auprès des acteurs institutionnels ci-dessous et en connaître les compétences et capacités:
 - Service de planification du territoire de la mairie de Bangui;
 - Ministère de l'urbanisme;
 - Ministère de l'agriculture;
 - Ministère des eaux, forêts, chasse et pêche (CDF, PARPAF);
 - Ministère de l'énergie et des mines;

- d'autres acteurs (les ONG, des projets de développement, etc.).
2. Segmenter le territoire ciblé selon ses caractéristiques, vocations et typologies de gestion :
 - typologie des zones résidentielles et commerciales;
 - zones industrielles;
 - zones publiques;
 - typologie des zones périurbaines;
 - typologie des zones rurales;
 - typologie des formations naturelles et artificielles selon leur potentiel productif (peuvent être distinguées selon la densité des arbres et arbustes);
 - typologie des formations naturelles selon leurs régimes fonciers, leur propriété ou les droits d'accès aux ressources ligneuses (sous concession forestière, terres privées, bien communautaires gérés par les chefs de village, combinaison de plusieurs conditions en conflit).
 3. Effectuer une estimation la plus fiable possible de la productivité durable des formations naturelles et artificielles non comptabilisées dans l'inventaire forestier «classique» mais qui sont des sources de combustibles ligneux. Considérant la grande variabilité de ces formations, une estimation fiable de leur capacité productive est très difficile mais l'incertitude des estimations actuelles pourrait être réduite en utilisant une segmentation par type (point 2, sixième sous-point) comme paramètre de stratification pour effectuer l'échantillonnage minimal du terrain et mettre la densité estimée en relation avec les valeurs de stock et d'accroissement.
 4. Analyser les changements dans le couvert et l'utilisation des terres survenus au cours des 20 dernières années pour bien comprendre les processus en cours et en estimer les tendances. D'après les images disponibles, il apparaît évident que des changements assez importants ont eu lieu dans la zone de la RDC proche de Bangui, probablement sous l'influence des besoins croissants de la ville. L'analyse pourrait s'appuyer sur les données satellite Landsat 1986-2000 disponibles et des données plus récentes, à collecter.
 5. Identifier les partenaires sociaux et institutionnels concernés par les zones d'approvisionnement tels que:
 - les villages de la zone d'approvisionnement (non encore intéressés par ces activités);
 - les villages de la zone d'approvisionnement actuellement;
 - les concessionnaires des permis de coupe;
 - les opérateurs de la filière;
 - les opérateurs de l'aménagement forestier ou des programmes participatifs d'agriculture, agroforesterie et foresterie;
 - la mairie et les ministères intéressés;
 - les autres parties prenantes (ONG, prestataires de services, etc.).
 6. Définir les typologies de gestion forestière qui peuvent satisfaire les besoins en bois d'œuvre et combustibles ligneux tout en respectant la capacité productive des forêts.

Cette tâche comprend l'identification, l'adaptation et l'application des techniques de sylviculture (taillis, taillis fureté, éclaircies sélectives, récupération des restes, etc.).

7. Consulter les partenaires institutionnels, les concessionnaires forestiers privés et les chefs de village intéressés pour obtenir leur participation active dans la mise en place des stratégies forestières. Étant donné le régime foncier traditionnel actuel qui ne définit ni quantifie les espaces disponibles pour la gestion durable et participative des ressources, il sera indispensable que les chefs de village identifient la partie de territoire à aménager pour la production durable de combustibles ligneux et autres biens ou services d'intérêt pour la ville, en harmonie et synergie avec les droits d'exploitation des concessions forestières.
8. Renforcer les capacités cartographiques nationales, notamment du PARPAF et du CDF, de même que les synergies entre institutions.

REFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DES SYNERGIES INSTITUTIONNELLES

La définition claire et impartiale de l'objet de la stratégie devrait permettre de consolider les connaissances acquises ainsi que de mettre en valeur les outils de gestion et les solutions techniques utilisés dans le cadre du projet. Le développement de synergies et de rapports de collaboration entre les différents acteurs concernés est donc essentiel. À ce propos, les recommandations suivantes sont faites:

- Bénéficier des compétences en interprétation des images satellite ou photos aériennes de l'unité cartographique de l'Institut centrafricain de recherche agronomique (ICRA), qui a contribué au développement de la plateforme WISDOM.
- Renforcer la collaboration avec l'Université de Bangui, par exemple en constituant un petit groupe de travail chargé d'identifier les projets intéressants ou en proposant des formations de cartographie digitale et aménagement forestier intégré.
- Tenir des réunions régulières sur l'avancement des travaux avec les cadres responsables de l'aménagement forestier et le comité de pilotage de la FUPU.
- Renforcer les capacités nationales d'analyse/élaboration cartographique en promouvant l'aspect technique (mise à jour des ordinateurs et logiciels) et formatif (utilisation des nouvelles technologies).
- Identifier les formes juridiques pouvant régler les relations commerciales entre la ville, les villages et autres opérateurs de la filière en vue d'assurer une distribution équilibrée des revenus, la clarté des relations entre la ville et son territoire d'influence ainsi que la durabilité des ressources.

SYNTÈSE DES RECOMMANDATIONS

Pour conclure, il est surtout recommandé de:

- Définir de façon objective la base géographique et sociologique d'intervention pour identifier clairement l'objet de la stratégie de FUPU et en faire part aux institutions/communautés intéressées.
- Développer les synergies institutions-partenaires au développement en matière d'information et/ou capacité cartographique, dans le but d'améliorer et enrichir la base cartographique de la région urbaine et périurbaine de Bangui (et couvrir ainsi le territoire d'approvisionnement durable défini au moyen de WISDOM).
- Segmenter le territoire en catégories socioéconomiques et environnementales homogènes pour identifier les stratégies et systèmes de gestion les plus adaptés au contexte (conditions, vocations des terres, besoins). En l'absence de données plus récente, la segmentation peut s'appuyer sur les orthophotographies de 2002-2003.
- Analyser les changements dans le couvert et l'utilisation des terres, survenus dans le bassin d'approvisionnement de Bangui au cours des 20 dernières années, au moyen de données satellite multitemporelles, en mettant l'accent sur la déforestation afin de comprendre les causes et/ou mécanismes de ce phénomène et en estimer les tendances.
- Au moment de définir le territoire et les partenaires objets de la stratégie de FUPU, établir des relations avec les chefs de village, les concessionnaires de permis forestiers et les associations concernées pour déterminer sur quelles surfaces à vocation agricole promouvoir l'agroforesterie et sur quelles surfaces à vocation forestière promouvoir l'aménagement durable participatif des ressources naturelles.